

Conservation, conflit et exploitation minière semi-industrielle : le cas de l'est de la RDC



Résumé

L'exploitation minière semi-industrielle dans et près des zones de la conservation de l'est de la RDC aggrave les conflits violents de trois manières : 1) elle favorise la concurrence entre les réseaux politico-militaires ; 2) elle crée de nouveaux conflits et exacerbe les conflits existants ; et 3) elle intensifie les griefs populaires à travers les effets sociaux et environnementaux négatifs. Dans un environnement militarisé, les conflits et la concurrence peuvent déclencher la violence et favoriser le soutien populaire aux groupes armés. Les mesures visant à limiter l'exploitation minière dans les aires protégées doivent tenir compte de ces différents effets sur la dynamique des conflits. Les décideurs politiques et les bailleurs de fonds doivent s'assurer que ces mesures n'exacerbent pas les conflits, la concurrence et les griefs en 1) encourageant un large soutien en leur faveur au sein des différents organismes d'État (civils et militaires) et à différents niveaux administratifs ; 2) en anticipant les effets de déplacement ; et 3) en évaluant soigneusement l'impact sur les moyens de subsistance locaux.

Introduction

Dans le monde entier, de nombreuses zones de conservation de la biodiversité sont devenues des sites d'exploitation minière industrielle, artisanale et à petite échelle (Duran, Rauch & Gaston, 2013). Les effets néfastes de l'exploitation minière sur la conservation ont été bien documentés (Villegas et al., 2012 ; Alvarez-Berrios & Aide, 2015 ; Sonter, Ali & Watson, 2018). De plus, l'exploitation minière dans les zones de conservation a également des conséquences négatives sur la dynamique des conflits, en particulier lorsque ces zones sont embourbées dans un conflit armé. Ce mémoire expose ces conséquences pour une forme particulière d'exploitation minière, à savoir l'exploitation minière à petite échelle ou semi-industrielle. Le mémoire s'appuie sur les données de deux aires protégées de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) : la Réserve naturelle d'Itombwe (RNI) située dans la province du Sud-Kivu et la Réserve de faune à okapis (RFO), située dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uélé. Nous soutenons que l'exploitation minière semi-industrielle aggrave

les conflits violents de trois façons : premièrement, elle favorise la concurrence entre les réseaux politico-militaires, deuxièmement, elle crée de nouveaux conflits et exacerbe les conflits existants et troisièmement, elle intensifie les griefs à travers les effets sociaux et environnementaux négatifs.

Il est essentiel de bien comprendre en quoi l'activité minière dans les zones protégées alimente les conflits armés afin de concevoir des mesures efficaces pour mieux réglementer et éliminer progressivement cette activité : les efforts malavisés pour y parvenir peuvent exacerber les problèmes au lieu de les résoudre. Par conséquent, une évaluation minutieuse de la manière dont l'exploitation minière dans les zones protégées alimente les conflits armés est une étape nécessaire pour s'attaquer à ce problème.

Nous ne soutenons pas que l'exploitation minière semi-industrielle dans les zones protégées est une cause principale du conflit armé dans l'est de la RDC : comme l'a montré le débat sur les « minéraux de conflit », cette hypothèse néglige d'autres moteurs de conflit et de violence, d'autres sources de financement pour les groupes armés, ainsi que les

aspects sociopolitiques et de gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles (Nest, 2011 ; Cuvelier, Vlassenroot, Olin, 2014 ; Vogel, 2022). Pourtant, nous observons que l'exploitation minière dans les zones protégées transforme et intensifie les conflits armés existants de manière importante.

L'exploitation minière semi-industrielle fait appel à des technologies minières intermédiaires telles que des dragues, des excavatrices mécaniques ainsi que des pompes, par opposition aux technologies plus basiques utilisées dans l'exploitation minière artisanale. Elle est donc plus intensive en capital et implique des rendements plus élevés que l'exploitation minière artisanale. Cela accroît les enjeux de l'accès aux gisements minéraux. En outre, surtout lorsqu'elle est partiellement ou entièrement illégale, l'exploitation minière semi-industrielle dans un environnement instable nécessite le soutien de personnalités puissantes, comme des officiers de l'armée, qui peuvent rassurer les investisseurs sur la rentabilité de leurs projets périlleux. L'utilisation de technologies intermédiaires tend également à exacerber les conséquences environnementales négatives de l'exploitation minière. Comme nous le montrons, ces différents facteurs font que l'exploitation minière semi-industrielle a un effet significatif sur la dynamique des conflits armés.

Figure 1. Activité minière dans la Réserve naturelle d'Itombwe (seule une partie des sites miniers artisanaux actifs est représentée, pour un aperçu complet, voir l'annexe A).

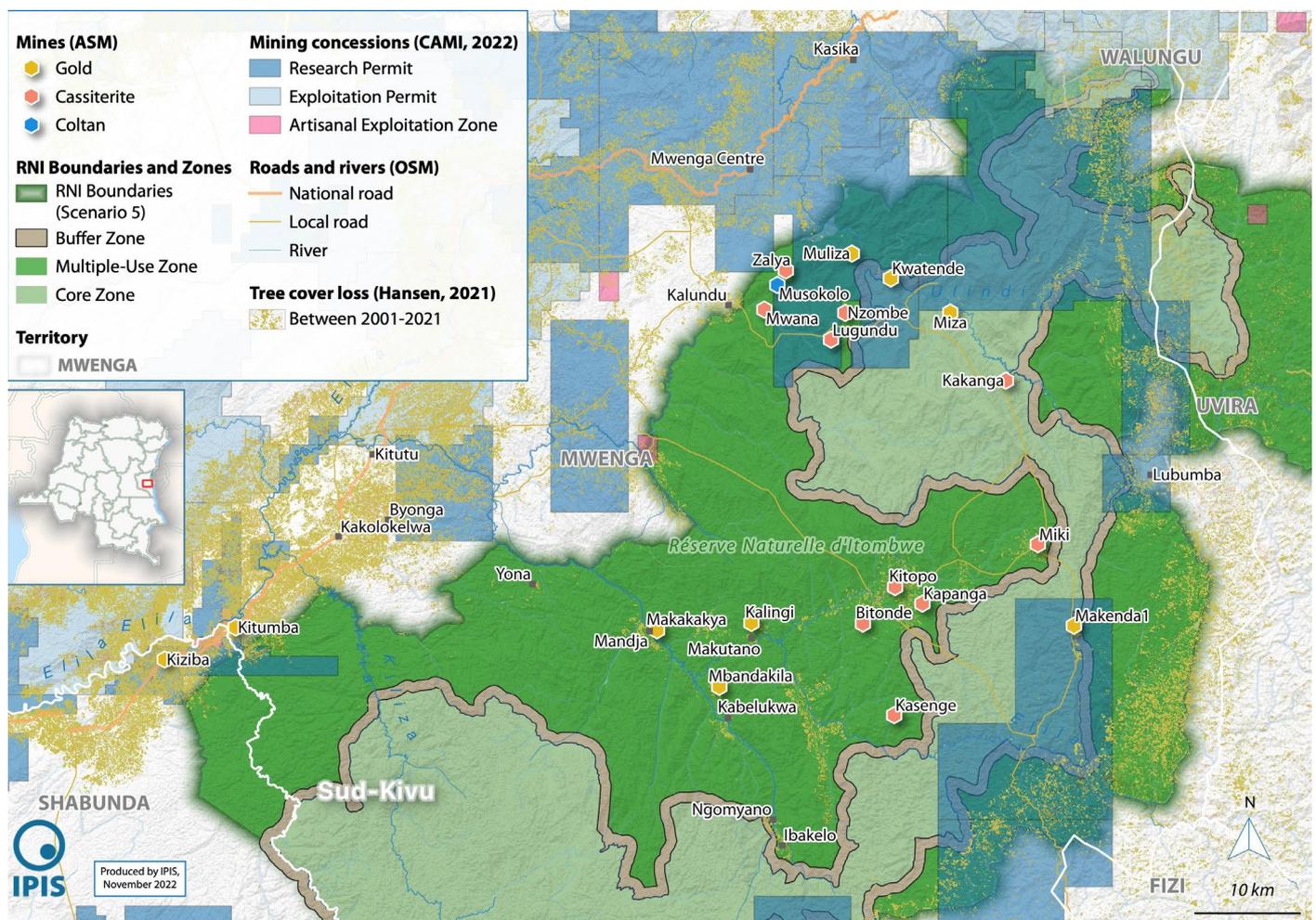
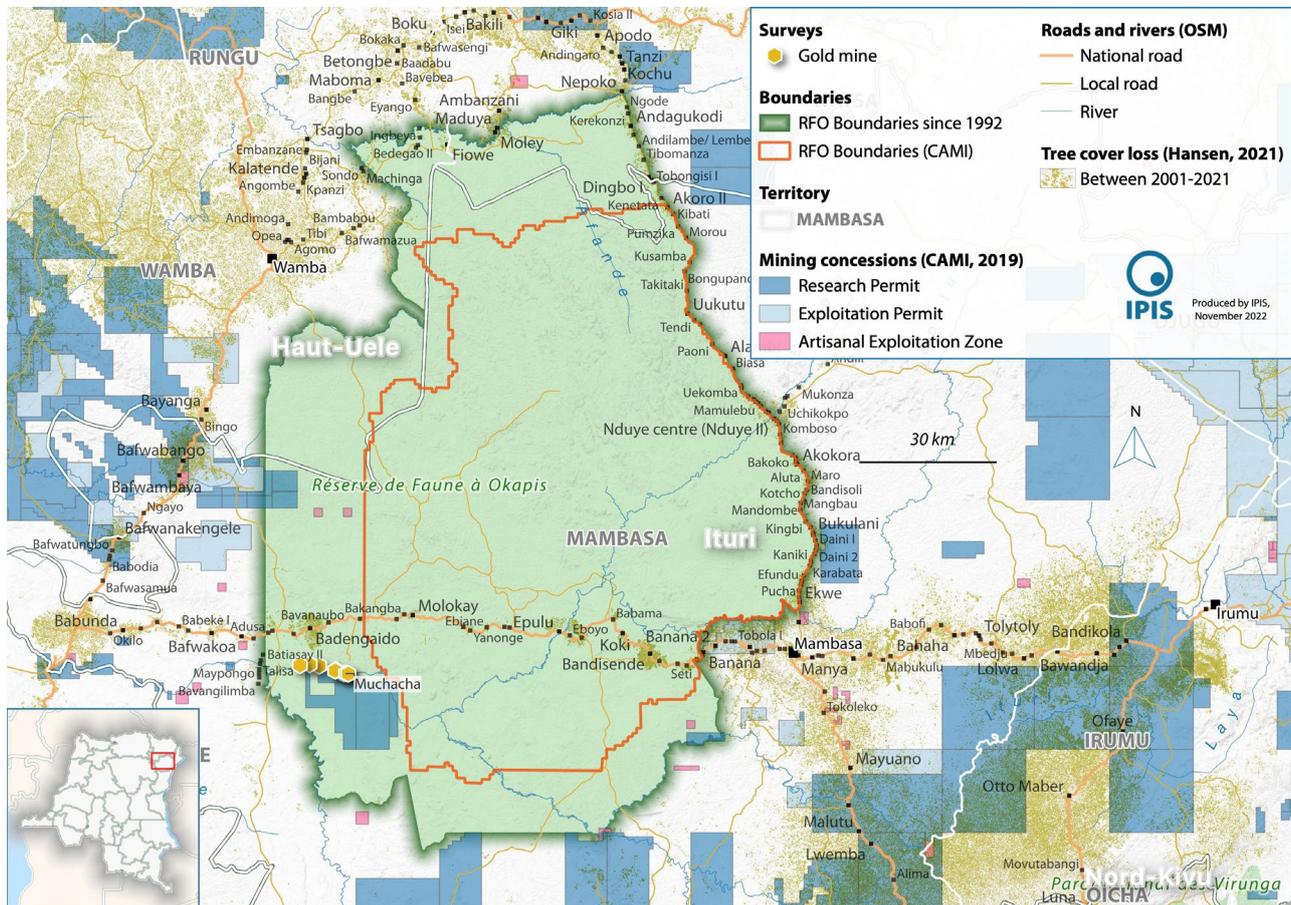


Figure 2. Activité minière dans la Réserve de faune à okapis (seule une partie des sites miniers artisanaux actifs est représentée, pour une vue d'ensemble complète, voir l'annexe A).



Exploitation minière et conservation dans l'est de la RDC

Les chevauchements entre la conservation et les activités minières artisanales, industrielles et semi-industrielles sont nombreux dans l'est de la RDC. Par exemple, les compagnies minières aurifères industrielles canadiennes détenaient des permis qui chevauchent la Réserve naturelle d'Itombwe (RNI) la Réserve de faune à okapis (RFO) (Schouten, 2015; Simpson & Zirhumana, 2020).¹ Pourtant, aucun de ces permis n'a jamais été transformé en exploitation minière active, en raison de contraintes structurelles, notamment l'insécurité permanente, les difficultés logistiques et les réactions internationales.

En revanche, l'exploitation minière artisanale est très répandue dans la RNI et dans la Réserve de faune à okapis (RFO). Nos recherches ont permis d'identifier entre

34 et 40 mines d'or et de cassitérite artisanales actives dans la RNI et 18 sites d'extraction d'or dans la RFO (voir figures 1 et 2 et l'annexe A). Certaines de ces mines peuvent attirer un nombre important de mineurs à certaines périodes de l'année. Par exemple, la grande mine de cassitérite de Zombe dans la chefferie de Basile, un territoire administratif qui chevauche la RNI, peut accueillir jusqu'à un millier de creuseurs (mineurs artisanaux) pendant une période chargée. Les zones minières de la RFO sont encore plus fréquentées, la chaîne interconnectée de sites miniers rivaux dans la partie sud de la réserve attirant entre 15 et 25 000 creuseurs.

Plus récemment, l'exploitation minière semi-industrielle s'est développée en bordure et même à l'intérieur des zones protégées. Ces activités se déroulent dans les rivières à l'aide de dragues et sur terre à l'aide de pelles mécaniques. Elles sont initiées par des entrepreneurs congolais et étrangers, le plus souvent chinois. Dans la RFO, l'exploitation minière semi-industrielle est apparue au début des années 2010, lorsque les opérations de dragage qui ont débuté à l'extérieur de la réserve se sont progressivement déplacées vers l'intérieur (Schouten,

1. Lorsque Banro détenait trois permis d'exploration et un permis d'exploitation, récemment vendus à un consortium dirigé par le groupe Strategos (ACP, 2022), Loncor détenait des permis d'exploration qui chevauchent la RFO (Schouten, 2015).

2015). Au départ, ces opérations étaient principalement dirigées par des entrepreneurs étrangers ayant des liens avec des commandants de l'armée, mais les hommes d'affaires congolais ont rapidement suivi le mouvement. Aujourd'hui, il y a bien plus de 40 opérations de dragage différentes dans la RFO qui fonctionnent jour et nuit. Dans la province du Sud-Kivu, plusieurs entreprises chinoises ont établi des opérations minières semi-industrielles depuis 2019. Au moins deux de ces mines sont situées à proximité de la bordure de la RNI, dans les villages de Kitumba et Kiziba, respectivement dans la chefferie de Wamuzimu et le secteur de Wakabango 1. L'afflux de mines semi-industrielles dans et à proximité de ces deux réserves naturelles y a aggravé les conflits violents de plusieurs manières, avec des conséquences négatives pour la sécurité des habitants locaux et la biodiversité.

Le lien entre l'exploitation minière, les conflits et la protection de l'environnement

Pour comprendre en quoi l'exploitation minière industrielle dans les zones protégées exacerbe les conflits violents, il est nécessaire de comprendre les moteurs des conflits armés dans l'est de la RDC. Comme l'ont montré des recherches antérieures (Stearns et al, 2013 ; Verweijen, 2016 ; Vlassenroot & Verweijen, 2017), les conflits armés sont le produit d'un certain nombre de dynamiques complexes qui interagissent les unes avec les autres, notamment : 1) la concurrence entre des réseaux de pouvoir opérant à différentes échelles (locale, provinciale, nationale, région des Grands Lacs), qui rassemblent des acteurs armés et non armés, étatiques et non étatiques, notamment des politiciens, des hommes d'affaires et des officiers de l'armée et des rebelles ; 2) des conflits intenses dont une partie se joue fortement à l'échelle locale, en particulier les conflits autour de la terre, de l'autorité locale, de la gouvernance locale et de l'identité 3) des griefs liés à ces conflits et à la nature erratique l'économie et de l'État congolais, qui provoquent une insécurité ayant de formes multiples et légitiment la sollicitation de la protection des groupes armés et des élites puissantes. Plus loin dans cette analyse, nous montrons en quoi l'exploitation minière semi-industrielle dans les aires protégées alimente chacun de ces trois moteurs de conflits armés.

Favoriser la concurrence entre les réseaux politico-militaires

L'une des raisons pour lesquelles l'exploitation minière semi-industrielle alimente la concurrence entre les réseaux de pouvoir qui relient les acteurs civils et militaires est que cette exploitation minière est comparativement à forte intensité de capital et nécessite donc le soutien d'acteurs puissants.

En outre, elle opère souvent à la limite de la légalité. Il est évident que l'exploitation minière semi-industrielle est interdite dans les zones protégées. Mais même lorsqu'elles ne sont pas situées dans ces zones, de nombreuses exploitations minières semi-industrielles violent les lois et les règlements congolais, ce qui est la clé de leur rentabilité. Tout d'abord, ces exploitations sont souvent dépourvues de permis d'exploitation. De plus, plutôt que d'être déclaré, enregistré et taxé, la plupart de l'or est vendu et exporté en catimini, car l'administration minière visite rarement les sites miniers en question. En outre, les entreprises ne procèdent généralement pas aux évaluations d'impact environnemental appropriées et ne signent pas les accords obligatoires avec les communautés environnantes pour réaliser des investissements sociaux. Enfin, de nombreuses entreprises bafouent la législation congolaise du travail, étant donné que leurs employés travaillent de longues heures, pour de faibles salaires et sans protection adéquate (Metawina & Vircoulon, 2022).

Pour contourner le contrôle, les entreprises utilisent différentes stratégies. Pour commencer, elles utilisent souvent des coopératives minières artisanales qui sont des écrans. Il apparaît alors sur le papier que les sites miniers sont exploités par des groupes de creuseurs artisanaux, alors qu'en réalité ce sont des investisseurs étrangers ou congolais qui organisent la production. Pour éviter l'ingérence de l'administration minière ou d'autres organismes d'État congolais, les investisseurs cherchent également à obtenir le soutien de politiciens et d'officiers de l'armée influents, qui reçoivent en retour une partie des revenus. En outre, les investisseurs achètent généralement les autorités locales et les administrateurs de bas niveau pour s'assurer que leurs opérations peuvent se poursuivre sans entrave (Metawina & Vircoulon, 2022 ; UNSC, 2022). Étant donné que les exploitations aurifères semi-industrielles peuvent produire au moins un kilo d'or par jour lorsqu'elles sont en pleine production (avec une valeur marchande de 40 000 dollars des États-Unis), il est relativement facile d'acheter ce soutien (entretiens, Niania, juin 2021).

En général, les unités de l'armée congolaise (FARDC) liées aux officiers qui protègent l'entreprise ferment la zone opérationnelle aux visiteurs indésirables, en échange de frais de protection. Ces unités de l'armée sont parfois aussi utilisées pour chasser les creuseurs qui ont d'abord occupé un site, en fait, c'est le rendement des creuseurs qui indique les emplacements potentiels pour les mineurs semi-industriels. Dans le site minier Muchacha de la RFO, il a été démontré que l'armée congolaise expulse et harcèle régulièrement et violemment des milliers de mineurs artisanaux depuis 2020, en faveur de l'entreprise minière chinoise Kimia Mining Investment, qui détient une concession sur une zone voisine (UNSC 2022 ; Actu7, 2022). Mais ces creuseurs sont également

présents en toute illégalité. Leur présence a également été facilitée par des accords avec les élites politiques et militaires, les administrateurs, les groupes armés et les autorités locales, qui reçoivent tous une part des bénéfices par le biais du mécénat, de la fiscalité ou des pots-de-vin. Il est évident que les personnes qui participent à ces arrangements ne sont pas satisfaites de l'évolution du statu quo. En outre, certains des creuseurs expulsés par la force sont soupçonnés d'avoir eu recours au banditisme ou d'avoir rejoint les groupes armés qui protègent l'exploitation artisanale dans d'autres parties de la réserve (UNSC, 2022).

Dans toute la province d'Ituri, les opérations minières chinoises sont un vecteur majeur de compétition et de conflit entre les réseaux politico-militaires qui occupent différents niveaux administratifs et se disputent l'influence et une part des revenus. Cette compétition tourne parfois à la violence. En 2019, le député provincial Didier Boyoko a été condamné à 20 ans de prison pour avoir organisé une embuscade des soldats des FARDC sur un véhicule de la société minière chinoise Xin Ding Yuan, leur permettant de voler les 12 lingots d'or que le véhicule transportait. L'embuscade a entraîné la mort d'un ressortissant chinois et du soldat FARDC chargé de sa protection (Radio Okapi, 2019 ; ACP, 2020). Lors de notre travail de terrain dans la RFO en juin 2021, une jeep transportant 31 lingots d'or produits par une exploitation minière chinoise a été retenue par des rangers de l'institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) qui ont saisi l'or, prétendument après avoir été renseignés par des soldats des FARDC. Cela a provoqué des tensions avec d'autres factions des FARDC, entraînant une fusillade entre deux commandants des FARDC à Badengaido quelques jours plus tard. Lorsque l'affaire a été portée devant un tribunal militaire, un représentant du ministère provincial des mines, qui avait délivré un permis d'exploitation à la société chinoise, a affirmé que le site minier d'où l'or avait été extrait était situé en dehors de la RFO. Cela a été démenti avec véhémence par l'ICCN, qui a accusé le cadastre minier (CAMI) de faire circuler une fausse carte de la RFO sur laquelle ses limites avaient été modifiées (WCS, 2020 ; FAAPA, 2021 ; voir la figure 2 pour les limites revendiquées par le CAMI).

Les acteurs armés non étatiques s'impliquent également dans ces luttes. Par exemple, un groupe armé inconnu a attaqué l'exploitation minière chinoise Congo Blueant Minerals à Kitumba le 21 novembre 2019, conduisant trois travailleurs chinois à être kidnappés et emmenés dans la RNI. Ils ont ensuite été libérés à Lulimba, dans le territoire de Fizi, après le versement d'une rançon (Mapenzi & Safari, 2019). Le chef du groupement Bingili Bazala (division administrative qui chevauche la RNI) et plusieurs autres hommes ont été arrêtés et emprisonnés à Bukavu pendant quatre mois après avoir été accusés de complicité avec cette attaque (focus

group, Kitumba, mai 2021). Ces attaques démontrent les répercussions violentes de la compétition entre les réseaux de pouvoir qui englobent des acteurs armés et non armés et qui n'hésitent pas à déployer la violence pour renforcer le contrôle des opérations minières ou accéder aux revenus.

Compte tenu de l'importance des enjeux, les efforts visant à réprimer les opérations minières semi-industrielles ont suscité de nouvelles tensions entre les réseaux de pouvoir, entraînant des frictions entre les différents niveaux et divisions de l'État. À partir de 2020, le gouverneur de la province du Sud-Kivu a initié une série de mesures visant à renforcer le contrôle sur les opérations minières chinoises dans le territoire de Mwenga. Il a notamment ordonné le retrait de tous les soldats des FARDC des mines et, le 20 août 2021, après une pression considérable des organisations de la société civile congolaise, a suspendu temporairement toutes les opérations minières chinoises. Toutefois, le 2 septembre 2021, le ministre (national) des Mines de la RDC s'est opposé à la décision du gouverneur (provincial), déclarant qu'il n'avait pas le pouvoir de suspendre les opérations minières. Auparavant, le 15 août 2021, un conseiller du ministre (national) des Mines de la RDC avait accusé le gouverneur et le ministre des Mines de la province du Sud-Kivu d'aider les sociétés chinoises à établir des opérations minières. Cela témoigne de tensions considérables entre le niveau national et le niveau provincial. Ces tensions ont également pris une dimension politique car le gouverneur et le ministre national des Mines appartiennent à deux alliances de partis politiques concurrentes. En partie à cause de ces frictions, des mesures efficaces pour réglementer l'exploitation minière semi-industrielle n'ont pas encore été mises en œuvre (Metawinwa & Vircoulon, 2022).

Générer et exacerber les conflits

La concurrence entre les réseaux politico-militaires alimente et est aggravée par les conflits intenses qui touchent la société de l'est du Congo, et qui sont en partie le résultat d'une crise d'autorité plus large (Vlassenroot, 2004). Les chefs coutumiers ont perdu progressivement en légitimité, mais restent globalement puissants, notamment pour réglementer l'accès à la terre. L'autorité civile s'est érodée après des décennies de conflits violents, amenant l'armée et les groupes armés à jouer un rôle important dans la gouvernance locale, mais non sans contestations. L'affaiblissement général de l'autorité et le manque de mécanismes robustes de régulation des conflits ont à leur tour légitimé le recours à la violence comme moyen de régler les différends (Eriksson Baaz & Verweijen, 2014 ; Verweijen, 2019 ; Vlassenroot & Verweijen, 2017). Ces dynamiques sont également en jeu en ce qui concerne les opérations minières semi-industrielles, qui génèrent et exacerbent des conflits qui tournent parfois à la violence.

Fait important, l'exploitation minière semi-industrielle a aggravé les conflits entre les militaires et les civils, notamment en ce qui concerne la gouvernance locale. Comme nous l'avons mentionné, l'arrivée des exploitations minières semi-industrielles s'est accompagnée d'un afflux de soldats du gouvernement dans les zones reculées, qui protègent

ils ignorent complètement le pouvoir coutumier» (entretien, Kitumba, mai 2021). En août 2021, des soldats des FARDC déployés dans la chefferie de Wamuzimu ont arrêté le chef du groupement Mpute (une division administrative locale) et ont chassé et remplacé le chef du groupement Kamwanga et les chefs de village de Lugushwa après qu'ils se sont opposés

Figure 3. Perte du couvert forestier autour de l'exploitation minière de Kitumba en bordure de l'INR (images composites sans nuage utilisant les données Sentinel-2). De gauche à droite, des images de 2017, 2019 et 2022.

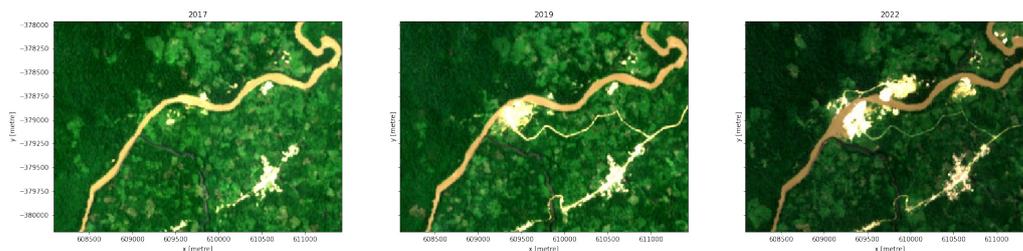
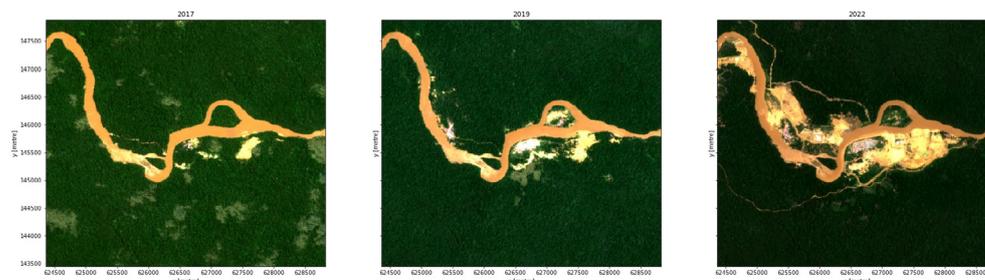


Figure 4. Perte de la couverture forestière autour de l'exploitation minière de Muchacha, en bordure de la RFO (images composites sans nuage utilisant les données Sentinel-2). De gauche à droite, des images de 2017, 2019 et 2022.



l'exploitation minière et les travailleurs étrangers. Or, ces soldats commettent fréquemment des abus. Pour commencer, ils construisent des barrages routiers à l'aide desquels ils imposent des taxes illégales à la population. Par exemple, dans la RFO, les FARDC ont établi une barrière à Penge, sur la route de la mine d'or de Muchacha, dont on estime qu'elle génère plus de 1 000 dollars américains par jour (UNSC, 2022). Par ailleurs, dans la RNI, les soldats des FARDC stationnés dans les villages de Kitumba et Kiziba, où Congo Blueant exploite la mine, imposent le travail forcé à la population. Les habitants qui refusent de participer sont condamnés à une amende de 50 000 à 150 000 francs congolais (25 à 75 dollars américains) (groupe de discussion, Kitumba, mai 2021).

Les soldats gouvernementaux déployés pour protéger les opérations minières semi-industrielles sont également accusés d'arrestations arbitraires, de harcèlement, de passages à tabac et de vol des biens et des terres des populations locales : « Ici, nous vivons dans une forme d'occupation militaire, les militaires se comportent davantage comme des seigneurs de guerre que comme des défenseurs du peuple ! », a déclaré une personne interrogée à Kitumba (groupe de discussion, Kitumba, mai 2021). En outre, les dirigeants locaux ont le sentiment que leur autorité est sapée par la présence de l'armée. Un habitant de Kitumba s'est exclamé : « les militaires n'ont aucun respect pour les autorités locales, et

aux opérations minières chinoises (Mapenzi, 2019). Ces conflits ont encore intensifié la méfiance envers l'armée, ce qui renforce les sympathies pour les groupes armés. La situation dans la RFO, où l'armée congolaise se serait livrée à des violences physiques contre des creuseurs, est similaire (UNSC, 2022). Comme nous l'ont dit des représentants de la société civile à Badengaido (à l'intérieur de la RFO), « si un groupe armé vient attaquer Badengaido et parvient à repousser l'armée, la population applaudira parce que notre armée ne connaît plus son rôle, elle est entrée dans le business minier » (entretien, juin 2021).

Les opérations minières semi-industrielles ont également exacerbé les conflits entre la population et les autorités locales. Ces opérations sont souvent impopulaires car elles apportent des avantages limités à la population, tandis que les inconvénients sont profonds. Ces derniers comprennent : la réduction de l'exploitation minière artisanale, qui est souvent une source essentielle de revenus dans la région ; l'insécurité croissante résultant de la présence accrue de l'armée et des attaques de groupes armés ; et les impacts environnementaux négatifs, comme indiqué plus loin. Pourtant, les autorités locales, en particulier les chefs coutumiers qui sont considérés comme les propriétaires de facto des terres appartenant à leurs communautés, bénéficient souvent de ces opérations. Par exemple, le chef coutumier (ou « Mwami ») de la chefferie

de Wamuzimu a signé un protocole d'accord avec plusieurs entreprises chinoises (Metawinwa & Vircoulon, 2022). Le fait que certains chefs soient perçus comme agissant contre les intérêts des populations qu'ils représentent alimente le mécontentement à leur égard et érode leur légitimité. Cela entrave leurs capacités à résoudre les conflits liés à l'exploitation minière semi-industrielle qui impliquent les populations locales.

En effet, l'arrivée des exploitations minières semi-industrielles a suscité une multitude de conflits entre les entreprises impliquées et les habitants locaux. Ces conflits portent souvent sur la compensation des champs agricoles détruits, la réalisation d'investissements sociaux et les désaccords en matière d'emploi, tels que les licenciements injustifiés (Metawinwa & Vircoulon, 2022). L'incapacité de l'État et des dirigeants locaux à réguler ces conflits semble avoir favorisé l'idée chez certains que les moyens violents de régler ces différends sont justifiés. Ces dernières années, une vague d'attaques contre des ressortissants chinois a eu lieu dans l'est de la RDC. Ces attaques ne sont pas seulement le résultat de luttes pour le pouvoir et les revenus, comme nous l'avons souligné plus haut, mais sont également alimentées par les conflits plus larges opposant les sociétés minières à la population. Elles sont en outre facilitées par les sentiments anti-étrangers qui semblent abaisser le seuil de recours à la violence, comme en témoignent les attaques régulières contre les Chinois qui se produisent également dans d'autres provinces minières de la RDC (Olander, 2022).

Le 21 novembre 2021, un policier a été tué et cinq mineurs chinois ont été enlevés lorsqu'un groupe armé a attaqué un site minier près du village de Mukera dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu (Lavoix, 2021a). Les mineurs chinois, qui travaillaient pour Beyond Mining Company en collaboration avec la coopérative COMIDI, ont été retenus en otage pendant six mois. Cette attaque est survenue alors que la population protestait contre le non-respect des promesses de la coopérative et de l'entreprise d'indemniser les agriculteurs dépossédés de leurs champs et d'améliorer la route dans cette zone isolée (Lavoix, 2021b ; AFP, 2022). En août 2022, une attaque a eu lieu contre la société chinoise Oriental Resources Congo près de Kaboge à Mwenga, entraînant la mort d'un employé congolais. L'attaque, décrite comme un acte de « sabotage », est survenue peu après que les autorités eurent levé la suspension temporaire des opérations minières chinoises à Mwenga, malgré les vives protestations des organisations de la société civile qui soutenaient qu'il était trop tôt pour lever l'interdiction (Lufialuisu, 2022).

Intensification des griefs

Dans les sections précédentes, nous avons souligné les

manières dont l'arrivée des sociétés minières semi-industrielles a intensifié les conflits et l'insécurité, et en quoi cela a alimenté des griefs plus larges contre l'État, y compris l'armée. Ces griefs sont encore alimentés par les effets négatifs de l'exploitation minière semi-industrielle sur les moyens de subsistance des populations. Outre la réduction de l'exploitation minière artisanale, la détérioration des moyens de subsistance résulte des effets néfastes de l'exploitation minière semi-industrielle sur les écosystèmes et la biodiversité. Ces effets sont ressentis de manière encore plus aiguë dans les zones protégées ou à proximité, où les populations sont confrontées à des restrictions sur l'utilisation des ressources liées à la protection de la biodiversité (Vuola & Simpson, 2021).

Parmi les principaux impacts environnementaux de l'exploitation minière semi-industrielle figurent la déforestation et la dégradation des forêts et des terres, qui entraînent la fragmentation de l'habitat de la faune. Depuis 2019, l'exploitation minière de Kitumba a défriché environ 82 hectares de forêt à proximité de la limite de la RNI, comme le montre la figure 3. Dans la RFO, le ministère congolais de l'Environnement estime que l'exploitation minière semi-industrielle par des opérations chinoises a entraîné la déforestation de 249 083 hectares de terres (voir figure 4). Ceci n'est qu'un fragment de la déforestation totale due aux opérations minières juste à l'extérieur du périmètre de la réserve, qui affectent un total de 1 260 304 hectares de forêt primaire (voir tableau 1, chiffres de mi-2021).

Tableau 1 : Taux de déforestation tels que calculés par le ministère congolais de l'Environnement, sur la base de l'analyse des données satellitaires

Nom de la société minière/ coopérative alliée	Localisation	Deforestation estimée (ha)
Dragon	PK 18	208.708
COOMEA	Balili- Tindika	24.147
Kimia Mining	Muchacha/ Balenga/Talisa	249.083
Dragon-Coomoi/Coomituri	PK21	51.109
SOCOOMIC	PK 20	65.599
Dragon mining & COOMOI	Vatican/ Bisisa/Jerusalem	559.786
SOCOOMICINDOK-COOMIDI	PK7 Tindika	101.872
Total		1.260.304

La déforestation et la dégradation des forêts et des terres sont le résultat de l'enlèvement de la couche arable et de la

flore pour accéder aux sols à traiter. Elles sont également causées par la construction de routes menant aux sites miniers, qui défriche encore plus de terres et améliore l'accès à des zones auparavant éloignées. Cela crée des liens avec des marchés plus larges et stimule l'extraction d'un plus grand nombre de ressources autres que les minéraux, comme la viande de brousse, le bois et le charbon de bois, tout en facilitant l'habitat humain et l'agriculture itinérante (cf. Kleinschroth et al., 2019 ; ICCN, 2021). Par exemple, dans la RNI, des soldats du gouvernement postés pour protéger les exploitations minières semi-industrielles ont commencé à organiser la production et le commerce de charbon de bois et de bois d'œuvre entre les villages de Kitumba et de Kiziba. Le charbon de bois est principalement vendu dans le centre régional de Kitutu et le bois est acheminé vers Bukavu, la capitale du Sud-Kivu (entretiens, Kitumba, mai 2021).

L'exploitation minière interfère également avec les écosystèmes fluviaux. Le dragage des rivières et des fleuves, la forme la plus courante d'exploitation aurifère semi-industrielle, consiste à éliminer la flore des berges et à aspirer le fond des rivières pour en extraire l'or. La recherche scientifique sur les impacts environnementaux du dragage des rivières dans l'est de la RDC a été jusqu'à présent limitée, mais les rivières sont visiblement décolorées et les populations en aval des deux sites étudiés se plaignent de la diminution des stocks de poissons et de la dégradation de la qualité de l'eau (cf. Inamuco, 2022). Un habitant du village de Kitumba a décrit comment : « Là où les Chinois travaillent, il n'y a pas de poissons parce qu'ils creusent le fond de la rivière pour prélever le sable qui contient de l'or » (entretien, Kitumba, novembre 2019). En outre, tout comme l'exploitation minière artisanale, l'exploitation minière semi-industrielle repose sur l'application locale de produits chimiques pour purifier l'or, généralement du mercure ou du cyanure, toxiques pour la santé humaine. Ces produits chimiques pénètrent dans les écosystèmes locaux, entraînant une pollution des sols et le transfert de toxines aux populations en aval, notamment via la consommation de poissons contaminés (UNEP, 2016).

Les dommages causés aux fleuves et aux rivières ainsi qu'aux écosystèmes terrestres par l'extraction semi-industrielle ont des effets négatifs sur les moyens de subsistance des populations, compromettant leur accès au bois de chauffage, à l'eau potable, au poisson et aux possibilités de cultiver. Autour des deux aires protégées que nous avons étudiées, les méfaits de l'exploitation minière s'imbriquent avec les restrictions imposées par la conservation pour générer un double grief (Vuola & Simpson, 2021). Un agriculteur a exprimé le sentiment d'être « piégé » entre la réserve et le site minier de Kitumba : « nous sommes pris en otage à cause

de notre richesse ! » (entretien, Kitumba, novembre 2019). Bien que les liens entre les griefs et les conflits armés soient complexes, des recherches sur d'autres aires protégées de l'est de la RDC ont montré que lorsque les gens vivent des difficultés et sont mécontents des réglementations liées à la conservation, ils renforcent parfois leur soutien aux groupes armés qui défient ces réglementations (Verweijen & Marijnen, 2018). En effet, certains groupes armés, y compris dans la RFO, utilisent activement des discours anti-conservation afin d'attirer des recrues et de s'attirer un soutien politique et populaire (Verweijen et al., 2022). La sympathie pour les groupes armés sabotant les réglementations en matière de conservation peut être renforcée lorsqu'apparaissent des opérations minières semi-industrielles qui dévastent les écosystèmes dans les zones protégées avec une apparente impunité, tout en impliquant les services de l'État.

En effet, il existe des boucles de rétroaction complexes entre la conservation, les conflits armés et l'exploitation minière semi-industrielle. L'arrivée des opérations minières tend à entraîner la violence, notamment en suscitant des attaques de groupes armés. Ces attaques, à leur tour, entravent le travail des agences de conservation. Par exemple, une attaque violente contre une exploitation minière chinoise près de la RNI a conduit les rangers de l'ICCN à abandonner leur poste de patrouille à Kitumba et à se déplacer vers un autre village (communication personnelle avec un représentant d'une ONGI, août 2021). Des membres de l'armée congolaise se sont depuis installés dans le poste de patrouille, mais ont commencé à s'engager dans l'utilisation destructive des ressources. Leur présence a également conduit à une insécurité croissante pour les populations locales en raison de leur implication dans le harcèlement des populations et l'extorsion de fonds. Le mécontentement à l'égard de l'armée congolaise qui en résulte peut, à son tour, conduire à un soutien croissant des groupes armés dans la région, ce qui peut déclencher de nouvelles violences.

Conclusions

Les chercheurs et les décideurs politiques s'intéressent de plus en plus à l'exploitation minière dans les zones protégées afin d'en documenter et d'en atténuer les effets néfastes sur la biodiversité. Outre ces impacts écologiques, comme l'a montré ce dossier, l'exploitation minière dans les zones protégées mérite également une attention particulière en raison de ses répercussions sur les conflits armés. Il est important de comprendre ces effets pour développer des interventions qui peuvent contribuer à atténuer cette activité destructrice.

Pour commencer, étant donné que l'exploitation minière

semi-industrielle alimente la concurrence entre les réseaux politico-militaires, toute mesure visant à freiner ou à réglementer l'exploitation minière doit être conçue de manière à ne pas devenir facilement un instrument de cette concurrence. Pour cela, il faut que les interventions bénéficient d'un large soutien de la part des différents organismes d'État (civils et militaires) et à différents niveaux administratifs, du local au national. Deuxièmement, il est crucial d'examiner attentivement les conséquences des efforts visant à limiter l'exploitation minière sur les multiples conflits en cours qui alimentent la violence armée. Par exemple, lorsque les mesures d'application nécessitent un déploiement accru de soldats gouvernementaux face à des tensions permanentes entre les civiles et les militaires, elles peuvent s'avérer contre-productives. En outre, lorsque les efforts visant à limiter l'exploitation minière sapent les revenus des élites militaires et des groupes armés, les effets de déplacement doivent être anticipés et pris en compte dans la prise de décision. Troisièmement, il est important de tenir compte des griefs existants, notamment en ce qui concerne les difficultés permanentes auxquelles la population fait face pour assurer ses moyens de subsistance. En fin de compte, l'élimination progressive de l'exploitation minière semi-industrielle et la sauvegarde de la biodiversité dans les zones protégées nécessitent le soutien de ces initiatives par les personnes vivant dans les zones affectées. Cependant, ce soutien a peu de chances de se matérialiser si les citoyens ont le sentiment que leurs besoins et leurs désirs sont systématiquement ignorés. Enfin, en raison des interactions complexes et des boucles de rétroaction entre les conflits armés, la conservation et l'exploitation minière, une approche complète qui tienne compte des multiples liens directs et indirects est justifiée pour les aborder.

Bibliographie

- ACP (2020) Ituri: le député Didier Boyoko et Bongo Eyale condamnés à perpétuité dans leur procès en appel, Agence congolaise de presse, 11 October. <https://acpcongo.com/index.php/2020/10/11/ituri-le-depute-didier-boyoko-et-bongo-eyale-condamnes-a-perpetuite-dans-leur-proces-en-appel/>
- ACP (2022) Banro corporation LTD annonce la finalisation et la signature d'un accord d'acquisition de tous ses actifs miniers en RDC, 5 November. <https://acpcongo.com/index.php/2022/11/05/banro-corporation-ltd-annonce-la-finalisation-et-la-signature-dun-accord-dacquisition-de-tous-ses-actifs-miniers-en-rdc/>
- AFP (2022) Libération de 5 travailleurs chinois kidnappés il y a six mois en RDC, VOA Afrique, 9 June. <https://www.voafrique.com/a/liberation-de-5-travailleurs-chinois-de-l-or-kidnapés-il-y-a-six-mois-en-rdc-/6609987.html>
- Actu7.cd (2022) Ituri: Kimya Mining « accusée d'ordonner le déguerpissement des creuseurs artisanaux dans deux sites miniers » près de Badengaido, 22 April. <https://actu7.cd/2022/04/12/ituri-kimya-mining-accusee-dordonner-le-deguerpissement-des-creuseurs-artisanaux-dans-deux-sites-miniers-pres-de-badengaido/>
- Alvarez-Berrios, N. L., & Aide, T. M. (2015) Global demand for gold is another threat for tropical forests. *Environmental Research Letters*, 10(1), 014006. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/10/1/014006>
- Cuvelier, J., Vlassenroot, K., & Olin, N. (2014) Resources, conflict and governance: A critical review. *The Extractive Industries & Society*, 1(2), 340-350. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2014.07.006>
- Durán, A. P., Rauch, J. & Gaston, K.J. (2013) Global spatial coincidence between protected areas and metal mining activities. *Biological Conservation* 160, 272-278. <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2013.02.003>
- Eriksson Baaz, M., & Verweijen, J. (2014) Arbiters with guns: The ambiguity of military involvement in civilian disputes in the DR Congo. *Third World Quarterly* 35(5), 803-820. <https://doi.org/10.1080/01436597.2014.921431>
- FAAPA (2021) Le ministère de Mines et l'ICCN se contredisent sur la provenance de 31 lingots d'or saisis à Mambasa, 26 July, Fédération atlantique des agences de presse Africaines. <http://www.faapa.info/blog/le-ministere-de-mines-et-liccn-se-contredisent-sur-la-provenance-de-31-lingots-dor-saisis-a-mambasa/>
- ICCN (2021) Rapport sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial de la République Démocratique du Congo, Institut congolais de la conservation de la nature.
- Inamuco, I. (2022) Suspension of Chinese miner for pollution in DRC points to wider problem, Mongabay, 1 June. <https://news.mongabay.com/2022/06/suspension-of-chinese-miner-for-pollution-in-drc-points-to-wider-problem/>
- Kleinschroth, F., Laporte, N., Laurance, W. F., Goetz, S. J., & Ghazoul, J. (2019) Road expansion and persistence in forests of the Congo Basin. *Nature Sustainability*, 2(7), 628-634. <https://www.nature.com/articles/s41893-019-0310-6>
- Lavoix, L. (2021a) RDC-Fizi : au moins un militaire tué et 8 chinois kidnappés dans une attaque armée contre un site minier à Mukera, Actualité.cd, 21 November. <https://actualite.cd/2021/11/21/rdc-fizi-au-moins-un-militaire-tue-et-8-chinois-kidnapés-dans-une-attaque-armee-contre>
- Lavoix, L. (2021b) RDC-Fizi : la société chinoise Beyond Mining et une coopérative locale exploitant l'or au cœur du mécontentement de la société civile, Actualité.cd, 15 October. <https://actualite.cd/2021/10/15/rdc-fizi-la-societe-chinoise-beyond-mining-et-une-cooperative-locale-exploitant-lor-au>
- Lufiauluisu, E. (2022) Sud Kivu : un congolais tué par balle dans une attaque d'une société minière à capitaux chinois, Mines.cd, 14 July. <https://mines.cd/sud-kivu-un-congolais-tue-par-balle-dans-une-attaque-dune-societe-miniére-a-capitaux-chinois/>
- Mapenzi, A. (2021) Mwenga : le chef de groupement de Mpute aux arrêts à Kitutu, les exploitants chinois de l'or pointés du doigt, La Prunelle, 11 August. <https://laprunellerdc.info/mwenga-le-chef-de-groupement-mpute-aux-arrets-a-kitutu-les-exploitants-chinois-de-lor-pointés-du-doigt/>
- Mapenzi, A. & Safari, H.D. (2019) Mwenga : trois travailleurs chinois de Bluent Mineral enlevés dans une attaque à Kitumba, La Prunelle, 21 November. <https://laprunellerdc.info/mwenga-trois-travailleurs-chinois-de-bluent-mineral-enlevés-dans-une-attaque-a-kitumba/>
- Metawinwa, J., & Vircoulon, T. (2022) Un scandale sino-congolais. L'exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu. Les notes de l'IFRI. Paris: Institut français pour les relations internationales. <https://policycommons.net/artifacts/2256759/a-sino-congolaise-scandal/3015448/>

Janvier 2023

Judith Verweijen

Professeur adjoint à l'Université de Groningen

Peer Schouten

Chercheur principal à Danish Institute for International Studies

Fergus O'Leary Simpson

Chercheur postdoctoral à l'Université d'Anvers

Chakirwa Zirimwabagabo Pascal

Professeur junior à l'Université catholique de Bukavu

Traduit de l'anglais par Agathe Hume

Les recherches effectuées pour cette publication ont été financées par une subvention de United States Institute of Peace (USIP)

Institute of Development Policy
University of Antwerp
iob@uantwerpen.be
+32 3 265 57 70

uantwerp.be/iob

Nest, M. (2011) Coltan. Cambridge: Polity Press.

Olander, E. (2022) Les attaques contre les chinois se multiplient en RD Congo, Projet Afrique Chine, 22 June. <https://projetafriquechine.com/2022/06/22/les-attaques-contre-les-chinois-se-multiplient-en-rdcongo/>

Radio Okapi (2019) RDC : le député provincial Didier Boyoko condamné à 20 ans de prison pour meurtre, 17 July. <https://www.radiookapi.net/2019/07/17/actualite/justice/rdc-le-depute-provincial-didier-boyoko-condamne-20-ans-de-prison-pour>

Schouten, P. (2015) Exploiter (dans) le désordre – Cartographie sécuritaire du secteur aurifère à Mambasa occidentale. PAX Pays-Bas, Commission Diocésaine Justice et Paix du diocèse de Wamba & Réseau Haki na Amani. <https://paxforpeace.nl/what-we-do/publications/exploiter-dans-le-desordre>

Simpson, F., & Zirhumana, J. F. (2020) The "extraction-conservation nexus" in eastern DRC: cases of resistance and acquiescence in Itombwe Nature Reserve. In: S. Geenen, A. Nyenyezi Bisoka, & S. Alidou (Eds), Conjonctures de l'Afrique centrale, Paris: Musée royale de l'Afrique Centrale and l'Harmattan, pp. 131-150. https://www.eca-creac.eu/sites/default/files/pdf/2020_the_extraction-conservation_nexus.pdf

Sonter, L. J., Ali, S. H., & Watson, J. E. (2018) Mining and biodiversity: Key issues and research needs in conservation science. Proceedings of the Royal Society B, 285(1892), 20181926. <https://doi.org/10.1098/rspb.2018.1926>

Stearns, J., Verweijen, J., & Eriksson Baaz, M. (2013) The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity. London: Rift Valley Institute. <https://riftvalley.net/publication/national-army-and-armed-groups-eastern-congo>

UNEP (2016) Environmental assessment of mercury pollution in two artisanal gold mining sites in eastern Democratic Republic of the Congo. Technical report for Partnership Africa Canada's Just Gold project. Nairobi: United Nations Environment Programme. <https://www.unep.org/resources/report/environmental-assessment-two-artisanal-gold-mining-sites-eastern-dr-congo>

UNSC (2022) Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo, S/2022/479, United Nations Security Council. <https://www.undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=%2F2022%2F479>

Verweijen, J. (2016) Stable instability: Political settlements and armed groups in the Congo. London: Rift Valley Institute. <https://riftvalley.net/publication/stable-instability>

Verweijen, J. (2019) Violent cities, violent society: Analyzing urban violence in eastern Congo. London: Rift Valley Institute. <https://riftvalley.net/publication/violent-cities-violent-society-analyzing-urban-violence-eastern-congo>

Verweijen, J., & Marijnen, E. (2018) The counterinsurgency/conservation nexus: Guerrilla livelihoods and the dynamics of conflict and violence in the Virunga National Park, Democratic Republic of the Congo, Journal of Peasant Studies, 45(2), 300-320. <https://doi.org/10.1080/03066150.2016.1203307>

Verweijen, J., Schouten, P. & Simpson, F. (2022) Armed actors and environmental peacebuilding: Lessons from eastern Democratic Republic of the Congo. Peaceworks, Washington, DC: United States Institute for Peace. <https://www.usip.org/publications/2022/11/armed-actors-and-environmental-peacebuilding>

Villegas, C., Weinberg R., Levin E., & Hund K. (2012) Artisanal and small-scale mining in protected areas and critical ecosystems programme (ASM-PACE). A Global Solutions Study. <https://www.levinsources.com/assets/pages/Global-Solutions-Study.pdf>

Vlassenroot, K. (2004) Reading the Congolese crisis. In: K. Vlassenroot & T. Raeymaekers (Eds) Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo. Ghent: Academia Press, pp. 39-60.

Vlassenroot, K., & Verweijen, J. (2017) Democratic Republic of Congo: The democratization of militarized politics. In: M. Bøås & K. Dunn (Eds) Africa's Insurgents. Navigating an Evolving Landscape, Boulder, Co: Lynne Rienner, pp. 99-118.

Vogel, C. N. (2022) Conflict Minerals, Inc.: War, Profit and White Saviourism in Eastern Congo. London: Hurst.

Vuola, M., & Simpson, F. (2021) The case of 'double' mining and conservation frontiers: Evidence from DRC and Madagascar. IOB Discussion Papers, Vol. 2021.07. Antwerp: Institute of Development Policy (IOB), University of Antwerp. <https://www.uantwerpen.be/en/research-groups/iob/publications/discussion-papers/dp-2021/dp-202107/>

WCS (2020) Mitigating conflict and protecting rightful access to natural resources: Demarcating the western boundary of the Okapi Wildlife Reserve, Technical Report, Wildlife Conservation Society. <https://whc.unesco.org/document/185821>

Annex: Mines artisanales à l'intérieur de l'INR et de la RFO

Tableau 2. Mines artisanales dans la Réserve naturelle d'Itombwe

Numéro	Site minier	Minéraux
1	Nzombe	cassiterite
2	Musokolo	cassiterite
3	Lugundu	cassiterite
4	Nakamonano	cassiterite
5	Zalya	cassiterite
6	Kakanga	cassiterite, or
7	Wimbi	coltan
8	Muliza	cassiterite, or
9	Miza	or
10	Isumbu	cassiterite
11	Mwana	cassiterite
12	Kemya	cassiterite
13	Mukunguzi	cassiterite
14	Mukyekukye	or
15	Mwembeje	cassiterite, or
16	Kabilombo	cassiterite, or
17	Alema	or
18	Makenda	or, cassiterite, coltan
19	Chichima	or
20	Kipombo	or
21	Miki	cassiterite, or
22	Bitchaka	cassiterite
23	Bitonde	cassiterite
24	Kitopo	cassiterite
25	Asebu	cassiterite
26	Asenge	or
27	Yambembi	or
28	Makakakya	or
29	Kalingi	or
30	Mbandakila	or
31	Kapanga /Apanga	cassiterite
32	Cigubi	cassiterite
33	Cigobe	or
34	Miribu	or
35	Kwawenga*	or
36	Kwatende*	or
37	Nabende*	or
38	Mbembe*	or
39	Lwemba*	or
40	Kalolole*	Or

Tableau 3. Mines artisanales à l'intérieur de la Réserve de faune à okapis

Numéro	Site minier	Minéraux
1	Talisa	or
2	Muchacha	or
3	L'île Patmose	or, diamant
4	Lulungu/Kulungu	or
5	Paradiso	or
6	Esui yo Wapi	or
7	Penge	or
8	Mapendo	or, diamant
9	Bawela	or
10	Salate	diamant
11	Tokobika	or, diamant
12	Molende	or
13	Zwa Idee	or, diamant
14	Kotakoli	or
15	Mungu iko	or
16	Tindika	or
17	Tika Mwana	or
18	Pkutuka	or

*Pas clair si à l'intérieur de la RNI